

Pages 176 à 191 extraites de la biographie d'Emile Keller, biographie ayant pour titre : "Un demi-siècle de défense nationale et religieuse : Emile Keller 1828-1909", écrite par Gustave Gautherot

Titre XIV : Le colonel de francs-tireurs, le bataillon de mobiles du Haut-Rhin (septembre 1870-mars 1871)

Emile Keller a été le premier député du Territoire de Belfort, dès sa création, de 1871 à 1889.

Il a été inhumé à Rougemont le Château dans le Territoire de Belfort dans sa propriété de Saint Nicolas

J'ai retranscrit ces pages afin de les inclure dans le site du Souvenir Français d'Héricourt à la rubrique "Bataille de la Lizaine"

Raymond BERDAH

Dès le 6 septembre 1870, Emile Keller, revenu de Dieppe, offrit au général Trochu « le concours de sa bonne volonté »; mais, durant une semaine, ce singulier chef de gouvernement lui répéta « qu'il n'y avait rien à faire à Paris, que dans quinze jours les Prussiens y seraient entrés, que la résistance serait impossible... » Il résolut alors d'aller « organiser des volontaires à la frontière », demanda à Trochu une lettre pour le général commandant à Besançon, à Gambetta une lettre pour les préfets et les trésoriers-généraux de l'Est, et il prit l'un des derniers trains partis de la gare de Lyon. Après avoir fait régulariser ses pouvoirs à Besançon, il gagna en toute hâte Belfort, puis Mulhouse et Guebwiller où il voulait reprendre contact avec « ses plus fidèles électeurs » et voir sur qui il pourrait compter. Les fabricants étaient fort émus à la pensée des Prussiens qui déjà occupaient Colmar. Les ouvriers, prêts à se soulever, réclamaient à grands cris des armes: Emile Keller envoya chercher des fusils à Belfort et conseilla l'organisation d'une garde nationale. Mais, en dehors de cette « force accessoire », il était pressé d'avoir de « vrais soldats, engagés pour la durée de la guerre et complètement mobilisés » ; il adressa donc à ses compatriotes un appel dont voici quelques lignes : «... L'ennemi ne mettant plus de bornes à son insolence ose exiger l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine... « ... Il n'y a qu'une réponse à faire : avec le gouvernement de la Défense nationale, répétons : Guerre à outrance ! « ... Dans le péril suprême où nous sommes,... chaque citoyen doit être soldat. Quant à moi, je vous distribuerai des armes et je me mets à votre tête pour marcher avec vous... Il ne nous faut que des hommes d'élite... Que l'Alsace entière se lève, que son indomptable attitude prouve à la face du monde qu'elle est et qu'elle veut rester française. « ... Que Dieu, qui ne saurait laisser périr notre pays, que la Vierge patronne de Strasbourg et de la France, protègent notre drapeau et nous aident à sauver la patrie ! » Au bout de quelques jours, le chef politique devenu chef militaire avait quatre compagnies recrutées à Guebwiller,

Cernay, Mulhouse et Belfort : chaque homme devait arriver avec un bon pantalon, de fortes chaussures et des vêtements à son choix ; il recevait une capote grise, un képi, des objets de campement et des armes. — Il s'y ajouta deux compagnies de Bellevillois qui arrivaient de Paris avec des chapeaux à plumes, des chemises bleues et des ceintures rouges : ces ardents révolutionnaires étaient fort indisciplinés ; de leurs deux capitaines, l'un était retenu en prison à Belfort pour avoir tué l'autre à la suite d'une querelle de femme ; ils avaient un lieutenant, Dulac S ancien secrétaire de Victor Cousin, qui avait été l'un des Mille de Garibaldi: Emile Keller le conserva en raison de son patriotisme, donna le commandement à un ancien officier de la garde municipale, cassa les sous-officiers incapables, et utilisa au mieux la réelle bravoure de ses Bellevillois. — Puis ce furent des montagnards et des ouvriers de l'Isère ; des francs-tireurs du Gard, ayant triplé ou quadruplé le nombre de leurs galons sur leurs habits de velours de chasse, munis de chassepots que «leur ami Challemel-Lacour », disaient-ils, leur avait fait distribuer, assez douteux d'ailleurs pour qu'un télégramme militaire de Belfort recommandât d'envoyer au-devant d'eux quelques gendarmes dont la vue serait salutaire - ; deux compagnies franches bordelaises, conduites par des vétérans d'Italie et d'Afrique; des mobiles de Saône-et-Loire, commandés par le capitaine Christophe, le lieutenant Duré et le sous-lieutenant comte de Montessus-Rully ; le groupe de volontaires amené par un officier alsacien échappé de Sedan, M. Braun ; de solides paysans du Bugey dont le chef était Paul Cottin ; enfin, le détachement de cuirassiers du capitaine de Briey. On conçoit les difficultés qu'il y avait à faire un « corps » solide d'un tel amalgame ; les éléments en restèrent d'ailleurs plus ou moins indépendants; et la subordination des volontaires était, dans son principe même, si relative, leur engagement si conditionnel, leur conception du devoir militaire si différente de celle de « vrais soldats » que nous verrons leur colonel lui-

1. *Oncle de M*** Lépine, femme du futur préfet de police.*

2. *Ils disparurent bientôt en masse. IŽ*

même amené à soumettre à leurs votes de graves décisions : « Tous les ordres, note Keller, étaient discutés avant d'être exécutés. » L'armée active ayant pris les hommes de 21 à 35 ans, il ne restait pour constituer les cadres que de tout jeunes gens ou des recrues d'un certain âge. Le vicomte de Mayol de Lupé, qui avait fait ses preuves de bravoure en Italie au service du Pape et du roi de Naples, fut nommé chef de bataillon, et assura par la suite, avec beaucoup d'énergie et de talent, toute la responsabilité du commandement en l'absence d'Emile Keller ; Léon Lefébure qui avait organisé lui-même une compagnie, commanda l'autre bataillon ; Gustave Renault, ingénieur des ponts et chaussées, servit de capitaine adjudant-major ; Camille et Robert Saglio, d'officier d'habillement et de trésorier. Le capitaine retraité Guillemain fut le doyen des commandants de compagnie : malgré ses soixante ans passés, il resta durant toute la campagne le plus infatigable et le plus intrépide. Parmi les autres, citons Briant, officier de gendarmerie d'Alsace, laissé sans emploi par l'invasion; Louis Juster, qui commanda le dépôt de Belfort ; d'anciens sous-officiers et de grands chasseurs habitués au maniement des armes. — Chaque compagnie, à peine formée, allait faire du tir à la cible et du service en campagne dans une vallée des Vosges. A Belfort, la situation était alors très tendue. La garnison, composée de mobiles à peine vêtus et encore moins armés, était commandée au début de septembre par un très digne mais très vieil officier général qui ne pouvait plus monter à cheval ni faire une course à pied, et n'exerçait « qu'une ombre d'autorité ». On savait l'ennemi à Colmar et aucun préparatif sérieux n'était fait pour lui résister : la population civile et militaire en était fortement émue. Par dépêche chiffrée, Emile Keller signala la situation à Gambetta, — chargé à Tours du ministère de la Guerre, — qui envoya aussitôt le général Cambriels, « chef vivant, actif, plein d'initiative et d'entrain » 2 .

1. Léon Lefébure se retira quand la colonne quitta le sol alsacien.

2. Sauf indications contraires, nos citations sont empruntées aux Souvenirs manuscrits d'Emile Keller.

Ce général de division du XII^e corps, échappé de Sedan, avait encore dans le crâne les parcelles de plomb d'un éclat d'obus et cette grave blessure produisait une inflammation qui l'obligerait, à la fin de janvier 1871, à quitter le commandement supérieur régional de l'Est. Mais il se mit à l'œuvre avec ardeur, plaça sous les ordres du colonel Denfert les troupes nécessaires à la défense de Belfort, divisa les autres en deux brigades colonels Crouzat et Thornton et les envoya dans les Vosges à la rencontre de l'ennemi. Il nomma Keller colonel, lui subordonna les bandes venues de diverses régions dont nous avons parlé, ratifia les grades déjà distribués, donna aux officiers des commissions régulières et établit pour les volontaires la qualité de « belligérants » au titre de la Mobile du Haut-Rhin, ce qui n'empêcha pas les Prussiens de pendre tous ceux qui leur tombèrent entre les mains et de mettre à prix la tête du colonel. La campagne d'Emile Keller allait commencer. Il s'agissait d'empêcher l'investissement de Belfort. Tandis que Cambriels prendrait à l'ouest des Vosges le commandement de ses deux brigades de marche, le colonel Keller devait opérer un mouvement parallèle sur le versant alsacien. Il prescrivit en conséquence à ses compagnies détachées de se concentrer à Thann, partit lui-même de Belfort avec celles qui s'y trouvaient encore, traversa Limbách où son ami Humberger, vieux capitaine de partisans de 1814, passa la troupe en revue et la régala de son généreux vin blanc, et arriva le soir à Thann. Quelques rails du chemin de fer de Mulhouse furent enlevés pour éviter une visite inopinée de l'ennemi. A Thann, grande émotion : la présence des troupes ne peut-elle pas « attirer l'ennemi ! » Le Conseil municipal, aussitôt réuni, prie Emile Keller « d'aller guerroyer plus loin ». Le colonel répond simplement à ses électeurs qu'il n'est plus en ce moment leur député, mais un chef militaire obligé d'exécuter des ordres; qu'il doit recevoir le lendemain un bataillon de mobiles de Saône-et-Loire

chargé d'appuyer sa reconnaissance ¹, et qu'au surplus on se défendrait si on était attaqué. Le surlendemain, l'ennemi n'ayant pas paru, Emile Keller partit pour Guebwiller par le pied de la montagne et coucha à Buhl : de là, une avant-garde reconnut la route de Rouffach et essaya d'enlever un petit poste de cavaliers ennemis établi à Megenheim - ; mais les cavaliers s'enfuirent au galop et échappèrent aux balles inexpérimentées. Au delà des Vosges, le général Cambriels était aux prises avec le corps de Werder. Emile Keller reçut l'ordre d'accourir à son secours par le col de la Schlucht et gagna aussitôt Muns-ter ; mais là une nouvelle dépêche de Cambriels, battu à la Burgonce (6 octobre), l'engagea à se replier éventuellement sur Besançon. A cette nouvelle, un certain nombre d'Alsaciens déclarèrent qu'ils ne quitteraient pas leur pays sans l'avoir défendu : pour éviter une débandade, le colonel envoya les plus belliqueux occuper le col de la Schlucht et les environs montagneux de Rouffach, tandis qu'il ramenait les autres dans la vallée de Saint-Amarin, à Thann et à Wesserling. L'ennemi s'était dirigé en deux colonnes sur la Schlucht, et sur Rouffach et Guebwiller. Les francs-tireurs durent céder au nombre. Du côté de Rouffach, deux volontaires blessés furent capturés, suspendus à des arbres avec des crochets de bouchers et féroce-ment fusillés. Aux portes de Guebwiller, les Prussiens perdirent quelques hommes et voulurent se venger sur des innocents que le curé Winterer sut arracher à leurs bourreaux. Au bruit de ce dernier combat et à l'annonce de l'occupation de Guebwiller, le tocsin sonna dans toute la vallée de Thann, et la population, hommes, femmes, enfants, saisie de vertige, se précipita soudain vers la ville à délivrer. Emile Keller essaya de barrer la route, avec deux compagnies, au flot humain qu'une poignée de cavaliers ennemis aurait brisé : mais il ne réussissait pas à se faire écouter lorsqu'on vint lui annoncer que les Prussiens avaient évacué Guebwiller. Les plus emballés seulement allèrent jusque-là « boire quelques

1. En fait, il ne reçut que l'effectif d'environ deux compagnies.

2. Sur la route Mulhouse-Colmar.

verres de vin blanc avec ceux que l'ennemi avait visités ». Le colonel revint à Thann et se disposa à défendre la vallée en cas d'invasion. Il apprit à ce moment qu' « un homme passionné, chef du parti antireligieux dans le Haut-Rhin », l'accusait de n'avoir pas défendu la plaine contre l'ennemi. L'accusateur, Scheurer- Kestner, industriel de Thann, était parti pour Tours demander son remplacement: Gambetta « le reçut fraîchement », mais Spuller lui annonça que Gambetta pensait mettre le colonel sous les ordres de Garibaldi¹. Averti de son côté du remplacement éventuel du général Cambriels et bien résolu à ne pas servir sous les ordres de Garibaldi, Emile Keller profita de la présence de Gambetta à Besançon pour aller le lui signifier. A Besançon, où il arriva le 17 octobre, régnait la confusion : toutes les cervelles chaudes, soutenues par le préfet Ordinaire, « faisaient campagne pour l'Italien contre le Français ». Seul Albert Grévy « tenait tête à l'orage » ; se sentant trop faible, il avait mandé Gambetta qui devait arriver dans la nuit et descendre à la préfecture. Emile Keller s'y rendit dès le matin et y assista à une scène dont il convient de lui laisser décrire le pittoresque tableau : « Je trouve la préfète dans sa cuisine, en jupon et en camisole, servant une tasse de café à son mari. Je demande à voir Gambetta. Impossible, le dieu repose, après un voyage de nuit. J'insiste, et je prends par la main un petit Ordinaire d'une dizaine d'années pour me montrer la chambre du dictateur. L'enfant me la désigne de loin et s'enfuit. J'entre, et je trouve mon homme couché, mais son œil unique ouvert et regardant le plafond. Je plaide de mon mieux la cause de Cambriels, dont j'ai pu apprécier la valeur. Garibaldi, qui pour plusieurs est un objet de répulsion, jetterait le trouble et la division parmi nos

1. Scheurer-Kestner serait alors allé à Dijon pour obtenir de Garibaldi la destitution de Keller. Plus tard, il devait retrouver ce dernier à Bordeaux, à Versailles et à la Chambre des Députés ; le dénonciateur avait alors sans doute reconnu ses torts, puisqu'après la guerre il dîna à Saint-Nicolas avec tous les officiers du colonel démobilisé et y « porta sa santé en termes chaleureux ». Le futur sénateur avait pu être renseigné par son frère cadet, sergent dans l'une des compagnies d'Emile Keller, qui le fit décorer de la médaille militaire pour sa remarquable bravoure.

forces déjà si faibles. Gambetta n'insiste pas et me déclare qu'il trouve mes raisons bonnes et que Cambriels gardera son commandement. » Croyant avoir ainsi obtenu satisfaction, le visiteur importun gagna Rougemont-du-Doubs où il concerta ses prochains mouvements avec le colonel Perrin qui, à la tête de quelques bataillons de mobiles, devait reprendre l'offensive dans les Vosges. Mais Gambetta céda bientôt à d'autres raisons et télégraphia de Tours, le 22 octobre, à Emile Keller : « Je vous ai expliqué à Besançon la nature du commandement du général Garibaldi. Je maintiens mon interprétation, mais votre patriotisme saura bien éviter les discordes et servir à l'œuvre commune. » Il télégraphia en outre, le 27, au général Cambriels : « Tous volontaires dans votre région sont placés sous les ordres du général Garibaldi. Dites à M. Keller que cette règle s'applique à lui et à ses soldats, et que le patriotisme lui fait un devoir d'y obéir. S'il s'y refusait, je me verrais dans la nécessité de lui demander de se retirer. » Le « patriotisme ! » L'histoire a fait justice des « services » que nous rendit alors le trop célèbre aventurier italien : Établi à Dole avec ses bandes, fortes de 16.000 hommes, celui-ci n'alla même pas défendre Dijon contre Werder (22-23 octobre). Se rallier à ces détresseurs de sacristies eût été, pour Keller et ses braves Alsaciens, une sorte de déshonneur¹. Le 22 octobre, après avoir reçu à Wesserling la dépêche de Gambetta, il écrivit à sa femme : « En te prenant à témoin de ma décision, je ne puis laisser mon nom mêlé et soumis à celui de Garibaldi. Qu'il est triste d'être ainsi paralysé, alors qu'on ne cherche qu'à se dévouer à son pays ! » Et le 23 : « J'ai prévenu tous mes officiers que je n'accepterais jamais un pareil chef, et tous m'ont compris... Comme colonel de la garde nationale mobile il m'a semblé que je pouvais me soustraire à cette nouvelle autorité. Si l'on n'accepte pas ma proposition, j'irai me mettre

1. Observons que d'autres officiers partageaient ce sentiment et imitèrent la conduite de Keller, par exemple le colonel Bourras (de l'armée active), chef du corps franc des Vosges, et M. Domalain, chef de la légion bretonne.

à la disposition du général Cambriels. » Lorsque le préfet du Doubs lui transmit le second télégramme du 27 octobre, il demanda en effet asile à Cambriels dans son corps d'armée, « ne fût-ce que comme soldat », transmit à ses compagnies les ordres reçus et la réponse qu'il avait faite et invita à lui donner leurs noms tous ceux qui désiraient rejoindre Garibaldi: Trois bordelais seulement prirent ce parti, dont un capitaine « fort soupçonné de vivre aux dépens de ses hommes... » Sans que sa situation fût autrement éclaircie, la colonne fut alors appelée à agir, dans les Vosges, hors de l'action de Garibaldi. Ce que Keller appelait « un méchant tour d'écolier de la part de Gambetta » semblait avoir échoué. A la fin d'octobre, les francs-tireurs du Haut-Rhin se trouvaient à Thann. Le 1^{er} novembre au soir, après avoir revu le colonel Perrin, Keller les y avait rejoints par des sentiers de montagne, au risque de se faire enlever par l'ennemi qui approchait de Belfort. Dès le matin, on avait vu défiler dans la plaine de Cernay une armée que le colonel Denfert estima à « 25.000 ou 30.000 hommes »¹ Le commandant de Lupé avait fait occuper les tranchées creusées en avant de Thann et prévenu télégraphiquement Denfert-Rochereau qui répondit à 6 h. 45 du soir : « Résistez à Thann et sur les deux routes de Bourbach et de Golbach, en prenant pour retraite Wesserling et le col de Bussang. Disputez le terrain pied à pied dans cette direction. Le colonel Perrin doit arriver demain au Thillot.

1. La Défense de Belfort (Paris. A. Le Chevalier, 1871 et 1872), ouvrage écrit, sous le contrôle du colonel Denfert-Rochereau par les capitaines Ed. Thiers et S. de la Laurencie. Ces auteurs avaient accusé Keller d'avoir enfreint les ordres de Denfert, ordres dont l'exécution aurait pu empêcher l'investissement de la place. Sur la plainte de Keller, le colonel reconnut la correction de sa conduite et rectification fut faite dans une troisième édition. Cette rectification disparut de la quatrième édition et en juillet 1886, au cours d'une interpellation dirigée contre le général Boulanger (ministre de la Guerre) au sujet de l'exclusion du Duc d'Aumale, le capitaine Ed. Thiers renouvela à la tribune les accusations portées dans la première édition de la Défense de Belfort. — Les détails suivants suffisent à démontrer le mal fondé des accusations en question. Keller poursuivit en justice les auteurs de l'ouvrage et les fit condamner. Jugement du tribunal civil de la Seine du 22 nov. 1889.)

Dites au commandant des deux compagnies mobiles Saône-et-Loire de se concerter, d'opérer avec vous.» Emile Keller, survenant, télégraphia à son tour pour demander par quelle route on pourrait appuyer sa retraite sur Belfort, et il reçut, à 10 h. 10 du soir, ce nouveau télégramme : « Si vous voulez vous retirer de notre côté absolument, partez sans délai pour Massevaux et suivez le pied des montagnes, en longeant par les bois le chemin de Lauw à Rougemont et Etuffont-Haut. Dans cette route, harcelez vigoureusement le flanc droit de l'ennemi. Il est nécessaire de partir de suite pour cette opération, car les éclaireurs ennemis sont déjà à Sentheim, 150 hommes. »

Le premier de ces deux messages était précis, mais ne répondait pas à la situation : Thann n'était plus menacé et l'on pouvait gagner Wesserling et le col de Bussang qui n'était pas attaqué sans avoir, dans cette direction, à disputer le terrain « pied à pied » ; quant au colonel Perrin, on n'en avait pas d'autres nouvelles que celles qu'apportait Keller et l'on verra qu'il ne devait pas arriver à Thann. Dans le second télégramme, la retraite sur Belfort était conditionnelle et semblait *méconseillée* ; personnellement, Keller ne pouvait plus « vouloir absolument » user de la latitude qui lui était laissée, puisque d'après toutes les informations reçues, les chances de pénétrer dans la place diminuaient d'heure en heure. Il jugea donc préférable de suivre les premières indications de Denfert et de se replier par le col de Bussang sur Saint-Maurice. Toutefois, pour se conformer en même temps au désir que lui exprimait le dernier télégramme, il dirige aussitôt un détachement sur la route de Thann à Massevaux et Rougemont, avec ordre de « harceler le flanc droit de l'ennemi ». A Rougemont, dont quelques maisons avaient été incendiées par l'ennemi, le détachement constata que les Prussiens avaient déjà dépassé ce point et barraient complètement le chemin de Belfort. Il constata aussi que Giromagny, Chaux et La Chapelle étaient occupés. Dans ces conditions, il rejoignit le gros de la colonne qui se trouva réunie à Saint-Maurice :

"Vous ne sauriez admettre, " écrivait plus tard¹ Keller à Denfert-Rochereau, et personne ne pensera qu'à nous seuls nous ayons pu alors empêcher l'investissement de Belfort. Certes, au milieu des malheurs de la France, si quelque chose devait me toucher plus spécialement, c'était le sort de ma ville natale. Aussi n'est-ce que par la force des choses que nous nous sommes trouvés séparés de vous et que, sur votre ordre formel, nous nous sommes dirigés par le col de Bussang sur la vallée du Doubs.» A Saint-Maurice, un certain nombre d'Alsaciens, officiers et hommes de troupe, déclarèrent de nouveau qu'ils n'avaient pas à combattre hors de leur pays, et ils se retirèrent. Réduite à un bataillon, la colonne échappa par des marches nocturnes aux Prussiens qui occupaient en force la région. Sur son passage, de Fresse à l'Isle-sur-le-Doubs, chemins et villages étaient pleins des débris de la colonne Perrin qui s'était dispersée à l'approche de l'ennemi. A l'Isle, les mobiles s'enfuirent en voyant arriver les francs-tireurs du Haut-Rhin : on parvint pourtant à les rejoindre, à « faire connaissance », à les rallier et à aller avec eux occuper Clerval. Emile Keller avait fait à pied toutes ces marches forcées. Il était épuisé de fatigue et souffrait cruellement d'un anthrax au talon. Condamné au repos par le médecin, il dut, le 7 novembre, s'éloigner et confier à son ami de Lupé le commandement de sa troupe qui prit gîte à Salins : là elle vit affichée une proclamation de Gambetta plaçant tous les corps francs sous les ordres de Garibaldi... De Lupé se rendit aussitôt à Mouchard, auprès du général Crouzat, chargé de former le XX^e Corps, et lui demanda la faveur d'en faire partie : le général objecta la décision ministérielle, mais le commandant répondit qu'après avoir été en Italie l'adversaire de Garibaldi, il pouvait combattre à côté de lui, mais non sous ses ordres ; si sa requête était repoussée, il donnerait sa démission et s'engagerait dans un régiment quelconque; quant à ses subordonnés, il se portait fort pour eux. Sa demande fut alors agréée, et de retour à Salins il fit ratifier par ses volontaires l'engagement pris en leur nom.

Le 6^e Bataillon des Mobiles du Haut-Rhin cessait d'être une troupe de partisans. Rattaché à la première division du XX^e Corps, il fit d'abord partie de l'armée de la Loire, gagna Beaune-la-Rolande, prit constamment les avant-postes, fut engagé à Boiscommun, Saint-Louples-Vignes, la Vacheresse, Moffans et protégea à Pont-aux-Moines, sur le canal d'Orléans, la retraite précipitée de la 3^e division. Ramené ensuite de la Beauce et du Gâtinais en Franche-Comté, il prit part à la campagne de l'Est : c'est alors, à Héricourt, que le rejoindra Emile Keller navré de n'avoir pu, comme « chef de partisans », mieux défendre son Alsace, mais satisfait « d'avoir amené à l'armée régulière un beau bataillon qui y ferait bonne figure ». Condamné au repos forcé, il avait espéré se guérir plus tôt parmi les siens. Parvenu à Dieppe, il apprit, le soir de son arrivée, l'approche des Prussiens ; il n'eut que le temps de repartir dans la nuit, avec son fils Prosper et se dirigea sur Bordeaux. Il désirait voir par lui-même comment était conduite la défense du pays. A Bordeaux, où il arriva le 25 décembre, il fut de nouveau reçu par Gambetta qui, à sa demande, accueillit courtoisement et nomma général le colonel pontifical Castilla. Chez le ministre Crémieux, il rencontra Thiers : « Jeune homme, dit le vieux juif à Prosper Keller, tâchez de ressembler à votre père. Prenez garde, s'écrie Thiers, c'est un infailibiliste ! Peu importe, réplique Crémieux, c'est un bel exemple à suivre. » Emile Keller ne manquait pas de justice pour Gambetta, « se mettant en quatre pour continuer la guerre », mais il faisait de tristes constatations : « Quand on avait vu, notait-il, l'antichambre et les bureaux de Gambetta, les silhouettes de Crémieux et de Glais-Bizoin, et le sourire sceptique de M. Thiers sur la marche de cette pitoyable machine, on ne pouvait que prévoir de nouveaux désastres » Ces désastres allaient maintenant lui apparaître sous leurs aspects les plus sanglants et les plus variés.

A peine remis de son anthrax, il partit avec son fils aîné pour rejoindre sa troupe. Il la retrouva, le 15 janvier 1871, aux avant-postes de Byans, près d'Héricourt : «Le champ de bataille était plein d'une austère majesté. Les dernières heures du jour éclairaient un paysage couvert de neige. A l'horizon flambait une grande usine incendiée par des obus. De part et d'autre une canonnade nourrie préludait aux luttes du lendemain. Mais je retrouve mes chers camarades dont j'ai été trop longtemps séparé, et c'est pour moi une heure de joie. Le lendemain, 16 janvier, nous devons attaquer à la première heure.» On connaît les conditions dans lesquelles se livra la bataille d'Héricourt. Il s'agissait de délivrer Belfort et, par Épinal, Langres et Chaumont, de se rabattre sur les derrières de l'envahisseur. Pour cela, Bourbaki disposait de quatre corps d'armée, dont le XX^e (Clinchant), et de la division Crémer, refoulée en Bourgogne par les Allemands de Werder. Vaincues à Villersexel (9 janvier), mais non poursuivies, les troupes de Werder s'étaient ralliées sur la ligne de la Lisaine, en avant de Belfort, et avaient garni Héricourt de réseaux de fil de fer et de pièces de siège : mais l'attaque fut décousue, Billot arriva trop tard et Crémer, maître de Chênebier (8 kilomètres de Belfort), s'en laissa déloger. Le 15 janvier, Byans était violemment bombardé, et le commandant de notre artillerie avertissait confidentiellement le commandant de Lupé qu'il n'aurait plus de munitions le lendemain. A la nuit, au moment du retour d'Emile Keller, une violente bourrasque de neige rend tout mouvement difficile. L'ordre arrive de se porter sur Héricourt et le bataillon part : survient le général Logerot¹ qui l'arrête et fait remettre l'exécution au lendemain. De nouvelles instructions portent qu'il faudra attaquer le cimetière de Saint-Valbert en avant d'Héricourt, et agir « comme pour une attaque à fond » : « Attaque simulée (confidentiel), ajoute l'ordre; pendant ce temps, le général Clinchant passera la Lizaine sur un autre point.

1. Commandant la 2^o brigade de la 1^{ère} division du XX Corps, futur ministre de la Guerre.

Vous trouverez sur le terrain des mobiles du Jura, de la Loire, de la Haute-Loire, dont vous prendrez le commandement. Ne craignez pas de vous engager à fond. La 1^{ère} division tout entière vous appuiera. » Le 16 au matin, une musique entraînante, massée sur sa gauche, accroît l'élan du bataillon qui s'enfonce résolument dans un épais brouillard. A peine a-t-il dépassé les premières maisons du village, que les balles sifflent de tous côtés : l'une traverse le fourreau du sabre d'Emile Keller ; une autre blesse son cheval. L'ennemi est si près qu'on échange avec lui des paroles de défi. Mais comment emporter ses lignes fortifiées ? En quelques minutes le quart de l'effectif est tué ou blessé. Nos canons répondent à peine aux canons allemands. Sauf un bataillon du Jura, aucun des renforts promis n'arrive sur le terrain. Au lieu de procéder à une attaque d'ensemble, les autres troupes de la division se livrent à une série de combats particuliers, déclenchés à des heures différentes, qui se heurtent tous à des forces supérieures. Pour éviter l'enveloppement, il fallut se replier sur Byans où le général Clinchant vint déplorer nos pertes : il n'avait pu franchir la Lizane qui n'était pas guéable... La lutte devant Héricourt dura trois jours. Les vivres manquaient autant que les munitions, car les convois n'avançaient plus sur les routes couvertes de verglas. Le froid était intense : les rares miches de pain qui parvenaient devaient être sciées. Durant la nuit, on apercevait la lueur des coups de canon tirés sur les remparts de Belfort. Le 17, une partie du village fut incendiée. Le soir, un jeune saint-cyrien, chef d'un bataillon de chasseurs à pied, venait relever les Francs-tireurs qui retrouvèrent à Verlans la 1^{ère} division et furent dirigés sur Baume-les-Dames. Sans avoir été battue, l'armée ne pouvait plus se battre et commença, le 19 janvier, sa retraite générale. Belfort était perdu. A Baume-les-Dames, Emile Keller vit Bourbaki «comme écrasé sous le poids de nos désastres », et, pour la seconde fois, il dut arracher sa troupe aux dangers de l'encerclement. Avec l'Armée du Sud, Manteuffel allait, en effet, contenir les garibaldiens autour de Dijon, couper la voie ferrée Lyon-Besançon,

attaquer Baume-les-Dames et la vallée de la Loue (24 janvier), rejeter Boubaki désespéré dans le Jura, forcer Clinchant à une terrible retraite terminée par la Convention des Verrières qui donnait asile en territoire helvétique à 85.000 soldats français (1er février). La troupe d'Emile Keller, réduite à 120 hommes par le feu et par trois mois de campagne d'hiver, ne voulut pas franchir la frontière ni mettre bas les armes. Le général Clinchant lui permit de s'échapper vers le sud en tentant, à ses risques et périls, le passage des défilés jurassiens. Par Salins, Saint-Laurent et Saint-Claude, elle arriva ainsi le 2 février à Bourg où pénétrèrent à leur tour les garibaldiens partis le 1^{er} février de Dijon et se retirant sur Lyon. Bordone, chef d'état-major du condottiere, revendiquait pour son armée la continuation des prouesses consistant à « nettoyer la France des jésuites et des prêtres¹ ». Pour éviter un aussi fâcheux contact, le Bataillon du Haut-Rhin se dirigea sur Trévoux. A Bordeaux, Emile Keller avait reçu de Gambetta l'autorisation écrite de recruter de nouveaux volontaires alsaciens. Il se rendit dans ce but à Lyon où avait été constituée, non sans arrière-pensée politique, une « légion alsacienne » et où Challemel-Lacour se laissait entraîner par le mouvement révolutionnaire² : « Je voulus parler au préfet Challemel-Lacour qui me reçut fort mal, rapporte-t-il. Il me déclara qu'il ne voulait que des corps formés dans le même esprit politique et qu'il ferait arrêter tous les Alsaciens qui s'engageraient chez nous. Je croyais, lui dis-je, qu'il s'agissait, non de s'occuper de politique, mais de défendre son pays ; voilà trois mois que nous le faisons et nous ne demandons qu'à continuer. Le proconsul prenant un ton de plus en plus arrogant et menaçant, je me levai et le quittai indigné, en frappant sa porte, que je regrettais d'avoir franchie. Quelques heures après, j'assistai, sur la place Bellecour, à une revue de la légion alsacienne, qu'inspectait Challemel, en compagnie du général Crouzat. Passant devant moi, il me reconnut et dit au général qu'il allait m'envoyer à Saint-Joseph, c'est-à-dire en prison.

1. *Conversation de Bordone avec de Lupé.*

2. *Ce mouvement était mené par Cluseret, ancien colonel garibaldien, ancien général américain, alors à Lyon*

Crouzat me fit prévenir, au moment où j'allais reprendre le chemin de fer pour Trévoux.»

De Trévoux, il fut envoyé à Montbrison où par une singulière revanche sa troupe fut appelée par le général Lavoye, commandant la subdivision de la Loire, à réprimer la révolte des «communards» de Saint-Étienne. Le commandant de Lupé, parti en reconnaissance, vit le drapeau rouge flotter sur l'Hôtel de Ville et pénétra dans la salle ensanglantée où le préfet de l'Espée venait d'être assassiné. Mais déjà l'émeute était apaisée et le Bataillon n'eut pas à intervenir. Emile Keller venait d'apprendre son élection à l'Assemblée Nationale, réunie à Bordeaux le 12 février. Il alla y faire entendre la protestation sublime de l'Alsace et de la Lorraine, «séparées de la famille commune»; puis, après le 1^{er} mars, ayant sacrifié volontairement son mandat de député, mais refusé de briser son épée, il se retrouva colonel et songea à assurer le sort de ses braves soldats. Le 19 mars, lendemain de la proclamation de la Commune parisienne, il était à Versailles et offrait au général Le Flô le débris de son bataillon pour défendre l'Assemblée. Le ministre de la Guerre refusa, «craignant, dit Keller, que notre qualité d'Alsaciens ne lui causât des difficultés avec nos vainqueurs». Emile Keller rejoignit alors sa «famille militaire» et prit à Paris un train qui fut visité par les Communards, mais on le laissa partir. A Bordeaux, il avait réclamé les récompenses méritées par ses Volontaires : croix, médailles militaires, emplois civils. Il obtint, en particulier, pour son aumônier, l'abbé de Dartein ¹ la croix que tous les officiers du Bataillon s'étaient unis pour solliciter alors qu'au début certains d'entre eux avaient vu l'aumônier «d'un assez mauvais œil»². Lui-même fut nommé chevalier de la Légion d'honneur. Par une faveur exceptionnelle, on accorda aux officiers qui la désiraient

1. Venu de l'évêché de Strasbourg.

2. Notes de M. de Lupé.

la faculté de rester dans l'armée avec l'épaulette, mais en passant par la Légion étrangère¹... Une circulaire ministérielle (du 24 février) avait dissous les «corps francs». Le général Lavoye ne fit pas rentrer dans cette catégorie la troupe composée «de mobiles et de mobilisés» qui «s'était toujours bien conduite devant l'ennemi»², et il décida de la maintenir à Montbrison. Mais il fallut bien, la paix étant signée, se résigner à son licenciement. Quatre fois citée à l'ordre du jour de sa division et de son corps d'armée, elle avait en outre reçu du général Clinchant, commandant la 1^{ère} armée, ce témoignage suprême³ :

« ... Elle a, sous les ordres de M. de Lupé, combattu avec une bravoure digne des plus grands éloges à Boiscommun, Beaune-la-Rolande, Villersexel et Héricourt, où elle a été cruellement éprouvée par le feu. En toute circonstance, elle s'est en outre fait remarquer par sa bonne tenue et sa discipline. En un mot, elle s'est toujours comportée comme un bataillon d'élite. Les officiers et les hommes qui la composent sont dignes de toute la bienveillance du Gouvernement. » C'était bien à Emile Keller que revenait l'honneur d'avoir formé, inspiré, mené au feu autour de Belfort et donné à la France ce « bataillon d'élite ». «Les meilleurs votes sont les coups de fusil», avait-il proclamé à ses compatriotes au début de la campagne : il avait, de son mieux, rempli ce programme patriotique, et comme il avait personnellement prêché d'exemple, le colonel redevenu député serait qualifié pour le maintenir, face aux vainqueurs, à la tribune de l'Assemblée Nationale.

1. Le sous-lieutenant Huin fit ainsi sa carrière jusqu'au grade de lieutenant-colonel
2. Ordre adressé le 3 mars 1871 au sous-intendant militaire de Saint-Etienne.
3. Daté de Berne, 12 février 1871. Lorsque le 6 décembre 1870 le commandant de Lupé avait été nommé chevalier de la Légion d'honneur, le général Clinchant avait détaché sa propre croix pour la lui remettre.